



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

814/jpr/ag

**Arrêté du 26 novembre 2024
portant mise en demeure à la société MAHLE BEHR-France
de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à Rouffach**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 I ;
- VU** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2921, notamment le point 3.7.I.2.c de l'annexe I ;
- VU** la visite d'inspection du 10 octobre 2024 ;
- VU** le rapport de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, concernant l'inspection sus-visée ;
- VU** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de l'inspection du 10 octobre 2024 et de l'examen des documents associés, l'inspection a pu constater que :

- les surfaces des parties internes des tours aéroréfrigérantes sont en mauvais état, en non-conformité aux dispositions du point 3.7.I.2.c de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé ;

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement : *«Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente*

met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine».

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société MAHLE BEHR - France, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé 5 avenue de la Gare – 68250 ROUFFACH, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 :

- **Dans un délai de 4 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes du point 3.7.I.2.c de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé

« Entretien / État de l'installation »

« L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.[...] »

Article 3 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4:- Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 5:- Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 26 novembre 2024

le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Augustin CELLARD